



## Juillet 2020 : Feu vert pour Next Generation EU

Lors d'un Conseil européen extraordinaire, les États membres s'entendent sur un vaste plan de relance économique pour faire face aux conséquences de la pandémie : Next Generation EU.

C'est historique, pour la première fois, une dette européenne commune est créée. Analyse avec **Amandine Crespy**, chercheuse au CEVIPOL – Faculté de Philosophie et Sciences sociales et à l'Institut d'Etudes européennes.

*Plus de 750 milliards d'euros pour Next Generation EU, la somme semble colossale.*

**Amandine Crespy :** C'est une somme importante, en effet, et aussi une augmentation sans précédent du budget pluriannuel (pour 2020-2027) adopté en même temps. C'est inédit dans l'histoire de l'Union européenne.

Ceci étant, à titre de comparaison, le plan de relance français atteint 100 milliards d'euros et, en Allemagne, ce sont près de 130 milliards d'euros qui sont injectés dans l'économie.

Ce sont certes de grands pays à l'échelle de l'Europe, mais cela permet de relativiser l'ampleur du paquet européen qui sera distribué aux 27 Etats membres de l'Union.

┌  
🔍 "La pandémie est venue nous rappeler de manière brutale que brader les fondements sociaux et le bien-être pour faire prospérer l'économie est un raisonnement fallacieux dans nos sociétés."  
└

*Tous les pays ne sont pas égaux face à la crise, comment cette aide va-t-elle être répartie ?*

**Amandine Crespy :** La majorité des aides sont destinées aux Etats qui éprouvent le plus de difficultés, c'est-à-dire les pays les plus touchés par la pandémie et/ou qui étaient déjà dans une situation budgétaire difficile avant l'arrivée du SARS-CoV-2.

Les politiques d'austérité imposées ou encouragées par l'UE en réponse à la crise financière et aux dettes souveraines de 2008-2010 ont poussé presque tous les États membres à réaliser des réformes de réduction des coûts qui ont fragilisé leurs systèmes sociaux et de santé.

Cela peut donner l'impression que l'UE essaie de réparer aujourd'hui les erreurs du passé. La pandémie est venue nous rappeler de manière brutale que brader les fondements sociaux et le bien-être pour faire prospérer l'économie est un raisonnement fallacieux dans nos sociétés.

*Pour ce plan, l'Europe s'endette. Est-ce annonciateur de la naissance d'une solidarité européenne ?*

**Amandine Crespy :** Le terme « solidarité » est récurrent dans les débats sur l'Europe. Dans sa déclaration du 9 mai 1950, texte fondateur de l'unification européenne, Robert Schuman parle d'une solidarité de fait. Il ne faut donc pas être naïf, il ne s'agit pas d'altruisme mais de gestion commune d'interdépendances (économiques, politiques, territoriales, culturelles, etc.) qui n'ont fait que se renforcer.

Personne ne peut ignorer la crise sanitaire, économique et sociale que nous connaissons. Même les pays très prospères, les frugaux savent qu'ils ne peuvent pas y échapper et prospérer seuls sur un continent en partie moribond.

La solidarité financière nouvelle qui s'exprime à travers Next Generation EU est le fruit de ces interdépendances incontournables.

🔍 "La Commission européenne pousse pour le renforcement de la capacité européenne en matière de santé."

La pandémie touche à la santé, à la vie et à la mort. Et même s'il y a eu des réflexes égoïstes et des replis, il y a également un effet d'empathie qui a modifié les paramètres moraux des discussions européennes. On n'oppose plus les irresponsables du Sud aux vertueux du Nord.

La Commission européenne pousse pour le renforcement de la capacité européenne en matière de santé. Elle a ainsi proposé de dédier environ 9 milliards d'euros au programme EU4Health qui a trois objectifs principaux : renforcer les capacités à prévenir et gérer les crises sanitaires transfrontalières, améliorer l'accessibilité des médicaments et du matériel médical, et renforcer les systèmes de santé nationaux.

Mathieu Léonard

*Quelle est la différence avec les autres crises ?*

**Amandine Crespy** : La différence principale avec la crise de 2008-2010, c'est peut-être que la cause n'est pas purement économique.



#### L'experte : Amandine Crespy

Amandine Crespy est professeure en science politique, chercheuse au CEVIPOL – Faculté de Philosophie et Sciences sociales et à l'Institut d'Etudes européennes. Ses intérêts de recherche portent notamment sur la gouvernance socio-économique dans l'Union européenne, l'Europe sociale, les résistances à l'Europe et mouvements de mobilisation à l'échelle européenne, les idées et discours dans les politiques publiques, ou encore le tandem franco-allemand.

✉ [acrespy@ulb.ac.be](mailto:acrespy@ulb.ac.be)

🐦 [@AmandineCrespy](https://twitter.com/AmandineCrespy)